

CORIS EPARGNE
KDO
Mon epargne augmente de
4,5%



CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement
www.corisbank.tg

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0269 du 03 au 09 Octobre 2017- Prix : 250 F CFA

DOSSIER / RÉSEAUX SOCIAUX :

Entre liberté, désinformation, diffamation et perversion **P3**



Un activiste des réseaux sociaux

EDUCATION :



Komi Sélom Klassou, Chef du Gouvernement



Atsu Atcha, coordinateur de la CSET

Mettre fin à ce cycle de grèves qui paralyse les écoles du Togo **P3**

24 Nov - 11 Déc 2017
Foire LOME
Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME : BP: 10056 Lomé - Togo / Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: cetef@cometef.tg

Cina Lawson, responsable de la coupure de l'Internet ? **P4**



Mme Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique

POLITIQUE :

L'opposition appelle à de nouvelles manifestations les 4 et 5 octobre **P2**



Des manifestants de l'opposition (Photo archives)

ECONOMIE :

COMPTES NATIONAUX 2014 **P6**

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel: 22 20 05 53

Météo

Mardi 03 Octobre 2017

Matin:

Ciel peu nuageux
25°C

Après-midi:

Averses de pluie
31°C

EDITO
Rechercher la vérité

Dans notre monde aujourd'hui, il existe toute une floraison d'assertions dites abusivement "vérités".

Presque tout le monde a sa vérité et s'empêche ainsi de rechercher la vérité. Avoir comme objet la recherche de la vérité, c'est justement se mettre sur cette voie d'humilité et de prise de conscience que nous ne connaissons rien. Nous ne savons rien et devons donc avoir comme objet cette démarche constante de recherche de la vérité.

En être conscient, c'est déjà faire le pas utile. C'est être guidé par ce besoin tout en grandissant dans cette quête permanente de recherche de la vérité.

La vérité n'est pas figée. Elle n'est non plus statique. Elle se laisse chercher, se rechercher en dehors de tout dogme.

Le "Connais-toi toi-même" est d'une utilité urgente et importante. En effet, la vie est le plus difficile des examens. Beaucoup de gens échouent parce qu'ils essaient de copier les autres sans se rendre compte que tout le monde a un questionnaire différent. Essayons donc de répondre à notre questionnaire et notre vie serait une réussite. La connaissance de soi conduit à l'épanouissement et au bonheur.

Donc dans sa démarche quotidienne de recherche de la vérité, l'humain devra cultiver cette humilité qui ouvre toutes les portes. Mais être aussi persévérant dans la recherche. Sur le Chantier.

Crédo TETTEH



Récepissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution : Dodo Abalo (90 97 52 56)

Reclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 10 Octobre 2017

MÉDIAS : Une trentaine de patrons de presse à Agbodrafo pour renforcer les "liens de confraternité" à l'occasion des 10 ans du CONAPP

Une trentaine de patrons de presse du Togo ont entamé ce samedi à Agbodrafo (environ 35 km à l'est de Lomé), une rencontre de deux jours intitulé "Week-end de la Presse", pour réfléchir sur les questions liées à la profession et surtout renforcer les "liens de confraternité" entre les professionnels des médias.

Source : @savoirnews.net

Initiative du Conseil national des patrons de presse (CONAPP), cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la célébration des dix ans d'existence de l'association. Le week-end sera également marqué par des communications sur la confraternité et le développement personnel. Des activités culturelles et sportives sont également prévues.

Selon Jean-Paul Agboh Ahouélé (Président du CONAPP), dix ans après, il s'agit de faire le bilan du parcours du CONAPP et de tracer des pistes de réflexion pour plus de professionnalisme et le développement d'un environnement réglementaire et économiquement favorable.

Pour Eric Johnson (Directeur de publication de l'Union pour la Patrie), "seule l'unité de nos associations de presse peut aider la presse à faire face à ses difficultés et remporter le pari de la professionnalisation".

Outre le "Week-end de la Presse", plusieurs autres activités dont des signatures de conventions sont également prévues dans le cadre de la célébration des dix ans du CONAPP.

Le 19 septembre dernier, les responsables de cette association ont présenté un mémorandum sur



Vue des journalistes à Agbodrafo

l'état de la presse togolaise, document renfermant des propositions

pour une presse togolaise plus "professionnelle et viable".

L'apothéose de ces festivités sera marquée en décembre par les traditionnelles journées ouvertes et la grande soirée au cours de laquelle les journalistes en herbe seront primés. Un film documentaire sur l'histoire de la presse privée togolaise sera également projeté.

Rappelons qu'avec ses quatre-vingt-douze membres, le CONAPP demeure aujourd'hui, la principale organisation et la plus représentative des dirigeants et responsables de médias privés au Togo, qu'ils soient issus de la presse écrite, en ligne ou de l'audiovisuel.

POLITIQUE : L'opposition appelle à de nouvelles manifestations les 4 et 5 octobre

La Coalition de l'opposition a appelé à de nouvelles marches les 4 et 5 octobre à Lomé et dans plusieurs localités du pays, selon un communiqué rendu public samedi soir.

Source : @savoirnews.net

Les 14 partis politiques de ce regroupement appellent à une "marche d'ultime avertissement" le 4 octobre et à une "marche de la colère" le lendemain.

Ils exigent notamment le retour à la constitution de 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger.

Ils dénoncent également "les répressions sauvages des manifestations pacifiques publiques des mois d'août et Septembre 2017 ayant fait des morts, de nombreux blessés et des centaines d'exilés" et exigent



Des manifestants de l'opposition dans la rue (Photo archives)

une "enquête indépendante pour situer les responsabilités et traduire en justice les auteurs et commanditaires ces violences".

La Coalition exige également la "libération immédiate et sans conditions, de tous les prisonniers politiques, notamment, les personnes arrêtées lors des manifestations pacifiques publiques des mois d'août et Septembre 2017".

Précisons qu'au moins quatre personnes sont mortes depuis le début des manifestations de l'opposition le 19 août et plusieurs blessés

(dont des forces de l'ordre), selon un bilan officiel. Plusieurs dégâts matériels sont également enregistrés.

Vendredi soir, le gouvernement a condamné "l'usage excessif des violences qui ont conduit aussi à la destruction des biens publics et privés".

Il a mis "en demeure les personnes ayant en leur possession des armes de guerre de les déposer dans les plus brefs délais auprès des services compétents, sous peine de poursuites judiciaires".

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

TOGO EXPRESS
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

TogoAssurance.com

TogoAssurance est un cabinet conseil en assurance et en stratégie d'entreprise.

Nous cherchons pour vous les meilleurs prix aux niveaux des assureurs en lisant bien vos contrats d'assurance pour éviter les pièges des contrats.

-Nous assistons les gens qui ont des problèmes avec leurs assureurs pour percevoir leurs primes.

-Nous assistons des sociétés dans la rédaction des contrats de business.

visiter notre site web www.togoassurance.com

EDUCATION : Mettre fin à ce cycle de grèves qui paralyse les écoles du Togo

La rentrée scolaire, à peine débutée que certains élèves ont été obligés de rester à la maison pour les deux premiers jours de la rentrée. Les enseignants, membres de la CSET ayant mis à exécution leur menace de grève annoncée depuis quelques semaines déjà.

Par Ali SAMBA

On commence par bien connaître la chanson puisque cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Des menaces de ce genre ont fait reporter la rentrée scolaire ou fait fermer les écoles pendant des jours dans un passé récent. On a cru que les discussions entamées par le gouvernement avant la fin de l'année scolaire 2016-2017 et qui se sont poursuivies pendant les vacances allaient définitivement mettre un terme à cette crise. Apparemment, les élèves et leurs parents ne sont pas au bout de leur peine.

L'annonce du Premier Ministre sur l'augmentation de la prime unique de 5.000 F Cfa en plus des efforts déjà consentis en mars dernier n'a pas suffi de calmer la colère des syndicats.

"Cette mesure vise à prouver sa bonne foi et sa détermination à créer les conditions d'une année scolaire paisible, sereine et fructueuse pour tous les acteurs", a dit le premier Ministre Komi Selom Klassou lors des dernières discussions à la primature. Apparemment, les enseignants ne font pas la même lecture de la situation d'autant que le statut particulier des enseignants n'a pas pu être adopté avant la rentrée scolaire comme promis par le gouvernement

"Nous avons mis fin à nos grèves en mars dernier, parce que le gouvernement nous a promis notre statut particulier avant cette rentrée. Est-ce que ce statut particulier est adopté ? Non, il continue de ne pas nous prendre au sérieux. Et donc, nous irons en grève et cette fois-ci, que personne ne vienne nous dire que nous exagérons", a lancé un responsable syndical.

La CSET exige également le "règlement définitif du problème de la CNSS" (Caisse nationale de sécurité sociale). Elle demande également "l'annulation des mutations punitives, la résolution du problème des normaliens et l'intégration des enseignants volontaires par un concours spécial". A voir toute ces demandes, on peut aisément imaginer le déroulement de l'année scolaire 2017-2018.

La bonne foi ne suffit plus

Si de par le passé, la population a eu à accuser les syndicats des enseignants de trop tirer sur la corde, il apparaît clairement



Komi Selom Klassou, Chef du Gouvernement



Atsu Atcha, coordinateur de la CSET

aujourd'hui que l'auteur de cette nouvelle crise dans l'éducation n'est personne d'autre que le gouvernement, le premier ministre en tête. Comment comprendre que c'est à quelques jours seulement de la rentrée que le draft du statut particulier des enseignants ait été remis au premier ministre alors que celui-ci a assuré qu'il sera adopté avant la rentrée ? Comment des discussions entamées depuis plus de 6 mois sont toujours sans solutions ?

Le gouvernement portera la lourde charge de la tournure de l'année scolaire qui vient de débiter. D'ailleurs, la population semble être du côté des enseignants

cette fois-ci. Il est temps que le gouvernement trouve une solution définitive aux problèmes des enseignants. Ces derniers ont fait des efforts, même des propositions idoines, un plan quinquennal pour que ces histoires de primes à répétition qui minent chaque rentrée scolaire trouvent définitivement une issue. Les enseignants sont aussi des Togolais. Le gouvernement qui a fait le choix de faire le bonheur des togolais doit arrêter de jouer au dilatoire avec ceux-ci. Les revendications vont dans le sens de l'amélioration, du renforcement du système éducatif togolais qui, comme tout le monde le reconnaît, a du plomb dans l'aile

depuis des décennies. "Aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit de la jeunesse", disait feu Gnassingbé Eyadéma". Les dirigeants actuels (certains étaient même aux affaires en ce moment-là) devraient en faire leur credo et redorer le blason de l'éducation au Togo. Les enseignants ont droit à des égards comme tous les autres citoyens de cette république togolaise. Quoiqu'on dise, c'est eux qui forment les jeunes, l'avenir de ce pays. Leurs conditions de vie et de travail devraient préoccuper plus d'un, à plus forte raison le gouvernement. Il est bien vrai que des efforts ont été faits. Mais, il n'est toujours pas suffisant.

L'opération "Togo mort" diversement observée par les Togolais

L'opération "Togo mort" lancée par les 14 partis de l'opposition togolaise vendredi dernier a été diversement observée à Lomé : une circulation plus fluide que d'habitude, et même à des heures de pointe, l'affluence n'est pas celle des journées ordinaires. Au niveau des quartiers Agoè, Agbalépedo, des carrefours Bodjona et GTA, l'ambiance n'est pas celle des grands jours.

Par Dodo Abalo

Le ministre de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehane, dans un bilan général de l'opération "Togo mort" a indiqué que le mot d'ordre "Togo mort" n'a pas été suivi sur toute l'étendue nationale. "C'est à Lomé plus précisément au centre-ville que les activités étaient au ralenti dans la matinée" a-t-il dit.

Pour lui "à Lomé, tout a commencé timidement dans la capitale, les administrations publiques et les banques ont fonctionné à 100%, la situation du grand marché de Lomé est mitigée. L'affluence est estimée à 50%. Le marché de Bè n'a pas ouvert ses portes dans la matinée ; c'est après avoir contacté la direction de l'EPAM que le marché a été ouvert aux alentours de 14h. La cir-



Col Yark Damehane, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

culcation était timide dès les premières heures et par la suite s'est intensifiée. Le dispositif sécuritaire était en place sur toute l'étendue du territoire nationale. Tout s'est déroulé dans le calme et aucun trouble à l'ordre public n'est enregistré", a déclaré Yark Damehane.

Le grand marché de Lomé présentait un aspect de cimetière malgré que nous sommes à la veille de la rentrée scolaire ou tout le monde se précipitent pour les derniers réglages. Les particuliers qui ont leurs boutiques et ateliers, les rideaux n'ont pas été levés jusqu'à la mi-journée au centre-ville. C'est vers les 13h que certains ont finale-

ment ouvert leurs boutiques.

Les banques, les pharmacies et l'administration ont fonctionné normalement toute la journée. Certains commerçants, loin d'adhérer au mot d'ordre de l'opposition, ont préféré tirer le rideau de fer par peur de représailles après avoir reçu des menaces depuis plusieurs jours.

Notons que c'est suite à la manifestation des 20 et 21 septembre dernier que la coalition de l'opposition togolaise a appelé les togolais à cesser toute activité professionnelle et commerciale en signe de protestation contre les violences qui ont causé des décès parmi les militants de l'opposition.

Zozo
MEDIAS : RÉGULER LES
CONTENUS

FAKE NEWS

FAKE NEWS

FAKE NEWS

Internet était un outil formidable, la promesse d'un monde plus horizontal. Un vent de liberté soufflait sur le vieux monde. Et puis les 'like' et les 'tweet' sont arrivés comme une pomme dans le jardin d'Eden. Et ils ont tout emporté avec lui. Les rumeurs, les fausses informations, l'appel à la haine se sont répandus. Une catastrophe pour la démocratie.

Dernière illustration de ce virage inquiétant, l'annonce par les réseaux sociaux de la mort de l'un des vétérans de la politique togolaise, Yawovi Agboyibo, président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR, opposition).

Le malheureux est en pleine santé et a démenti la nouvelle lundi, mais le mal est fait.

En ces temps de tension politique, tout est bon pour les animateurs de blogs ou de pages sur Facebook. De la désinformation de base pour tenter de convaincre une audience malheureusement crédule.

@republicoftogo.com

POLITIQUE : L'OPPOSITION RADICALISE SON MESSAGE POUR MOBILISER



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson de la CDDA

Plusieurs partis de l'opposition ont annoncé samedi de nouvelles manifestations pour les 4 et 5 octobre prochains. Et la thématique est claire. Le 4 sera un 'ultime avertissement' donné au gouvernement et le jour suivant sera une 'marche de la colère'. La coalition des 14 partis invite les Togolais à participer 'encore plus nombreux' aux manifestations. Les derniers rassemblements n'ont pas été un succès avec une faible mobilisation. La journée 'Togo mort' organisée vendredi a été très peu suivie dans la capitale comme dans le reste du pays.

Raison pour laquelle l'opposition tente de radicaliser son message. Si officiellement les revendications portent sur une limitation du mandat présidentiel, acceptée et votée récemment par les députés, on a compris que l'objectif de l'opposition n'est pas d'engager le dialogue pour renforcer la démocratie, mais de rechercher la confrontation.

@republicoftogo.com

Zozo

SOCIAL : LE CHEF DE L'ÉTAT DOTE LA LOCALITÉ DE MORÉTAN D'UNE STRUCTURE SANITAIRE ESTIMÉE À 115 MILLIONS DE FCFA



Le Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé, à travers le Ministère du Développement à la Base, poursuit sa politique de dotation des communautés en infrastructures sociocommunitaires essentielles. L'objectif est de favoriser le développement de ces localités. Ce vendredi, ce sont les populations de Morétan, localité enclavée, située dans la préfecture de l'Est-Mono, qui ont bénéficié des retombées du Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaires (PSMICO) de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB).

Répondant à une demande exprimée par les populations, le Président togolais a, en personne, procédé à l'inauguration d'un Centre Médico-Social (CMS).

D'un coût de 115 118 123 FCFA, le tout nouveau CMS de Moretan est doté d'une Unité de soins périphériques (USP), d'un hall d'attente, de deux salles de consultation, d'une salle d'accouchement, de diverses autres salles, d'un bloc sanitaire, d'un dépôt de pharmacie et d'un appâtâme.

@republiquetogolaise.com

ECONOMIE : LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE

En partenariat avec le ministère de la Jeunesse, la chaîne de télévision Business 24 Africa a organisé samedi la 'Togo Start-up Academy'.

200 jeunes entrepreneurs togolais, mais aussi béninois, burkinabés et ivoiriens ont participé à ce contest.

Les meilleurs projets bénéficieront d'une large visibilité sur l'antenne de Business 24.

La finalité de cette émission est de renforcer la culture entrepreneuriale des jeunes togolais.

@republicoftogo.com

FINANCES : LACUNES ET DÉFIS DE LA FINANCE AGRICOLE



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation (FAO), en partenariat avec l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), organisera du 2 au 6 octobre à Lomé, un atelier régional de formation sur le financement de l'agriculture, indique l'Agence Chine Nouvelle.

Cette réunion accueillera des représentants de Côte d'Ivoire, du Kenya, de Zambie, d'Ethiopie, du Ghana, du Mali, d'Ouganda, du Mozambique, du Bénin, de RDC, du Cameroun, du Rwanda et du Togo.

Cet atelier est organisée dans le cadre du mécanisme de soutien du programme multipartenaire de la FAO (FMM) dont l'objectif est de promouvoir le développement des chaînes de valeurs inclusives à travers l'amélioration des capacités des parties prenantes nationales, a expliqué la représentante de la FAO à Lomé, Lucile Imboua.

Les participants auront l'occasion de comprendre les lacunes et défis de la finance agricole.

@republicoftogo.com

DOSSIER / RESEAUX SOCIAUX :

Entre liberté, désinformation, diffamation et perversion

Aujourd'hui, avec l'internet et l'avènement des réseaux sociaux notamment Facebook et Twitter sans occulter WhatsApp et ses plateformes thématiques, il faut reconnaître que les utilisateurs en profitent, en toute liberté, pour joindre assez rapidement leurs proches sans grands frais si ce n'est le coût de la connexion internet.

Les appels téléphoniques par Facebook et WhatsApp se révèlent un profit pour les consommateurs qui font ainsi d'énormes économies non seulement de crédits de communication mais surtout de moyens financiers.

Vu l'utilisation faite aujourd'hui de ces outils indispensables par les consommateurs, les réseaux sociaux, au-delà de l'expression de la liberté, ne sont-ils pas devenus un vecteur de désinformation, de diffamation et de perversion ? Ces réseaux sociaux contribuent-ils ou nuisent-ils à la démocratie ?

Par Crédo TETTEH

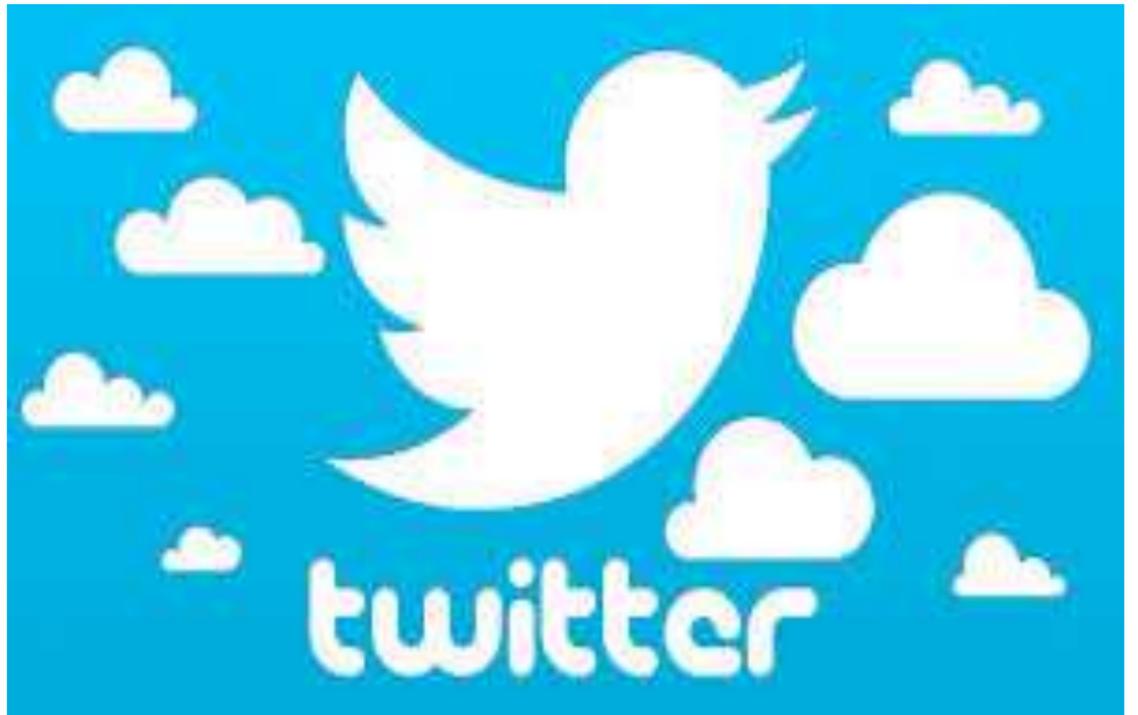
La mode actuellement est à l'utilisation des réseaux sociaux notamment Facebook, Twitter pour informer et s'informer à temps réel. Ajouté au phénomène des plateformes WhatsApp, le premier objectif est le partage d'informations. Il est cependant triste de constater que la plupart des informations partagées sur les réseaux sociaux et plateformes souffrent de vérocité. Ce qui laisse la place donc au véhicule d'informations erronées, falsifiées et créées à dessein parfois avec intention de nuire, de diffamer, de désinformer et de pervertir.

Facebook, Twitter...

Ces deux réseaux sociaux sont très utilisés par les internautes dans le véhicule d'informations. S'ils servent également d'outils de recherche et surtout de communication, il faut avoir cependant l'humilité de reconnaître que leur utilisation de nos jours est sujet à moult interprétations. Ces réseaux sociaux sont-ils toujours un symbole de liberté ou sont-ils devenus des foyers de désinformation, de diffamation et de perversion ?

La connotation donnée aujourd'hui aux réseaux sociaux de par leur utilisation est-elle le but principal poursuivi par ses concepteurs ? Le sens premier n'était-il pas uniquement de faciliter le partage d'informations vraies, sérieuses, opportunes dans le sens du partage ?

Considérés au moment des Printemps arabes comme les porte-voix des aspirations démocratiques dans le monde,



Facebook et Twitter sont aujourd'hui accusés par beaucoup de servir de plateforme de désinformation et de nuire à la démocratie.

Pour preuve et selon nos informations, depuis que Facebook a indiqué que des intérêts russes avaient financé des messages promotionnels sur le réseau au moment de la campagne électorale américaine de 2016, les coups pleuvent sur le géant de la Silicon Valley, ainsi que sur Twitter, qui a fait part de révélations similaires et ce, bien que les deux groupes jurent régulièrement vouloir protéger la démocratie.

Sous pression, et selon une dépêche de l'AFP, les deux groupes ont accepté de collaborer avec le Congrès américain et la justice qui enquêtent sur une possible ingérence russe dans le scrutin remporté par Donald Trump. Le Kremlin a nié plusieurs fois ces accusations.

Notons qu'une étude de l'Université d'Oxford publiée en juin affirme que des réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter, destinés à l'origine à être des plateformes de liberté d'expression, "sont aussi devenus des outils de contrôle social" dans de nombreux pays.

En somme, le triste et amer constat fait aujourd'hui de l'utilisation de ces réseaux sociaux donne du grain à moudre à ceux qui justement affirment qu'au-delà de la symbolique de liberté, ce sont la désinformation et la diffamation qui prennent confortablement place. Ce qui est grave pour l'établissement ou l'enracinement de la démocratie.

Le cas WhatsApp

La création de plateformes thématiques facilite les échanges d'idées et d'informations entre les membres qui rivalisent d'ardeur pour avoir la primauté

de l'information mais surtout son véhicule. Ce qui amène souvent les usagers à verser dans la désinformation et ses corollaires parce que n'ayant pas pris le temps suffisant pour s'assurer de la véracité de l'information avant toute publication ou partage.

Si l'application WhatsApp a le mérite d'instantanéité à coût réduit, il faut aussi remarquer que son utilisation laisse à désirer car les plateformes se sont métamorphosées en foyers de diffamation, de désinformation et de perversion.

Tout en rappelant que l'objectif premier de l'application WhatsApp est de rapprocher les gens en termes de communication, il faut remarquer de nos jours que sa mauvaise et fréquente utilisation fait le lit à la diffamation et à la désinformation.

Depuis un certain temps, je n'accorde plus de crédit à tout ce qu'on véhicule sur les réseaux sociaux, particulièrement par WhatsApp " nous a laissé entendre Justine, une mordue des réseaux sociaux, avant de poursuivre : " imaginez-vous qu'un jour je retrouve la photo de ma belle-sœur sur une plateforme. Elle était présentée comme atteinte de VIH SIDA et qu'elle distribuerait à tous les hommes sans pitié. J'avais tellement eu mal alors que rien de cela n'est vrai. Après enquête, nous avons découvert que c'est l'œuvre de son ex-copain qui n'a pas digéré qu'elle l'ait quitté pour mon cousin. Ayant sa photo et pour lui faire du mal, il a utilisé les plateformes WhatsApp. C'est malheureux ", a ajouté Justine très amère et dégoutée par le WhatsApp.

D'autres utilisateurs des plateformes n'hésitent pas à jouer dans la désinformation et à salir carrément l'image de paisibles citoyens. Ils sont devenus même des adeptes dans la création des informations erronées et s'y plai-

sent malheureusement bien. C'est vite parti pour faire le tour du monde une information erronée. Ce qui fait plus mal, c'est le caractère salissant des informations créées de toute pièce uniquement dans l'intention de nuire à l'image et à la respectabilité d'autrui. La mode malheureusement aujourd'hui est qu'on tue les gens sur les réseaux sociaux. C'est fréquent donc de lire et de voir partager des informations comme quoi tel responsable politique ou leader d'opinion serait décédé. La toute dernière tentative d'homicide sur les réseaux sociaux donne pour mort le Président national du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) Me Yaovi Madjri Agboyibo, pourtant bien en forme. A quelle fin distiller cette triste et erronée information, nous demandons nous ?

Il est aussi loisible de constater ce genre de dénigrement et de désinformation dans les mêmes secteurs d'activités. Si ton prochain ou ton concurrent professionnel excelle plus que toi, ce n'est pas en le dénigrant, en le salissant sur les plateformes et réseaux sociaux qui va te donner une meilleure matière grise. Le mieux est de chercher aussi à faire comme lui en vue d'une meilleure considération par la société.

Le WhatsApp, foyer de perversion

Outre le partage des informations, le WhatsApp est abusivement utilisé également comme source ou foyer de perversion. Le sexe fait profusion dans les plateformes. On vend le sexe et on vend sur les réseaux sociaux.

" Je me suis désinscrit d'une plateforme tout simplement parce qu'avec le temps, j'ai remarqué que des filles et garçons y postent des photos obscè-

Suite à la page 5

DOSSIER / RESEAUX SOCIAUX :

Entre liberté, désinformation, diffamation et perversion

Suite de la page 4

nes avec des commentaires qui laissent à désirer. Vous verrez des femmes et des hommes poster les images de leurs ébats sexuels ; ce qui n'est pas bien. Certains cachent légèrement leurs visages mais la plupart peuvent facilement être reconnues. Sur cette plateforme, ce sont quotidiennement les publications des gestes obscènes. C'est malheureux", nous a confié Gertrude, femme au foyer, avouant avoir quitté aussitôt cette plateforme une fois le constat fait. Malgré les relances des administrateurs pour qu'elle revienne dans ce groupe, elle a opposé son refus catégorique avec à la clé des menaces de dénonciation et de harcèlement à la Police.

En publiant les enregistrements vidéo et photos de leurs parties intimes et des séances de jambes en l'air, les amateurs alimentent le foyer de perversion et suscitent d'énormes questionnements en ce qui concerne leur compréhension de l'utilisation des réseaux sociaux et des plateformes.

Insultes et écarts de langage sur les médias sociaux, un problème de santé publique

Selon l'analyste du Togolais Ali Tossa, "il est difficile de passer de concession en concession avec une fiche d'enquête pour



avoir une idée nette du niveau d'éducation et ses répercussions sanitaires sur la population. Mais avec la prolifération des groupes whatsapp et Facebook, l'on peut aisément faire une évaluation".

Pour cet observateur avisé de l'utilisation des réseaux sociaux dans notre pays, l'intolérance politique et citoyenne, l'ignorance, la limite intellectuelle, la liberté d'expression arrachée en milieu familial et la violence familiale pourraient expliquer le mauvais usage fait aujourd'hui des réseaux sociaux.

Selon l'analyste Ali Tossa,

"certains développent volontairement ou involontairement une haine, une méchanceté envers ceux qui ne partagent pas le même avis qu'eux. Ce faisant, ils dénie à leur vis-à-vis le droit à l'expression et la liberté d'opinions". D'autres "pensent que les débats dans les groupes whatsapp et Facebook sont un concours d'injures pour lequel ils travaillent pour remporter le premier prix".

Pour d'autres encore, dans l'incapacité de comprendre les sujets, mais voulant forcément intervenir, se lancent par incapa-

cité intellectuelle, dans les écarts de langage sans le savoir.

Concernant le volet "Liberté d'expression arrachée en milieu familial", Monsieur Ali Tossa affirme : "il y a un groupe par exemple, qui n'a jamais mené un débat contradictoire dans le petit cercle familial. Dans certaines familles, les enfants ne peuvent pas s'exprimer et gardent une frustration enfouie. Une fois au dehors (dans les groupes et sur les réseaux sociaux) comme libérés, s'expriment maladroitement (involontairement bien sûr)".

La violence subie dans l'enfance, quand ses conséquences ne sont pas prises en charge spécifiquement, est le déterminant majeur de la détérioration de la santé et du bien-être d'une population adulte. L'Organisation Mondiale de la Santé a même déclaré en 1996 que les violences constituaient un des principaux problèmes de santé publique dans le monde. Et une étude américaine très récente - l'étude ACE de Felitti et Anda portant sur 17.000 personnes et publiée dans les revues médicales internationales les plus prestigieuses a montré que 50 ans après avoir subi des violences et des négligences dans l'enfance, les personnes développent des comportements extrémistes avec de lourdes conséquences, a ajouté Monsieur Ali Tossa.

Toute analyse faite, le commun des mortels se rend à l'évidence aujourd'hui que l'avantage des réseaux sociaux et de l'outil WhatsApp est incompris ou détourné. Ce qui crée un autre phénomène social grave tant les réseaux sociaux dans leur ensemble sont devenus un foyer de diffamation, de désinformation et de perversion, mettant même à mal la démocratie. Malheureusement !

Cina Lawson, responsable de la coupure de l'Internet ?

Certains avaient vite fait d'imputer cette responsabilité à la Ministre des postes et de l'Economie numérique, Madame Cina Lawson. Elle n'en serait pour rien si l'on considère l'aspect sécuritaire qui était en jeu. Quel devrait être son intérêt alors de couper abusivement l'Internet à ses concitoyens, s'est demandé un observateur que nous avons approché.

Précisons que des réflexions sont actuellement en cours pour mettre en place un arsenal législatif qui, tout en favorisant la liberté d'expression, permettra de lutter contre les dérapages constatés.

Somme toute, de nos recoupements, le gouvernement togolais n'a pas coupé Internet pour pénaliser les populations. Au contraire, cette mesure momentanée visait à leur éviter toutes situations désolantes et incontrôlables. Ainsi, la coupure de l'Internet est une décision sécuritaire prise par l'Exécutif et



Mme Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique

non par Cina Lawson qui est juste une ministre sectorielle.

En gros, lorsque les Réseaux Sociaux deviennent des outils de déstabilisation il est normal que des mesures exceptionnelles soient prises. C'est le cas, rappelons-le, en Espagne où Google a bloqué une application donnant des informations sur le référendum en Catalogne interdit par le pouvoir central sur décision du

Tribunal supérieur de justice de Catalogne.

Ainsi donc, chaque fois que le besoin se fera sentir, l'Etat devra prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité des citoyens. Les dispositions permettant d'assurer la sécurité et la stabilité nationales seront prises et ce, dans le plus grand intérêt des Togolaises et des Togolais, avons-nous appris.

Zozo

SOCIÉTÉ : LES TERRORISTES POURRAIENT ÊTRE TENTÉS D'UTILISER DES ARMES CHIMIQUES



L'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques au Togo (ANIAC) a été lancée vendredi à Lomé. Sa création remonte en fait à 2015.

Sa mission consiste à mettre en œuvre les dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et à lutter contre les réseaux de trafic sur le territoire togolais. La porosité des frontières et la situation géostratégique du pays invitent en effet à la prudence. Si le trafic d'armes légères est un vrai problème celui des armes chimiques est moins pré-occupant. Cependant, des groupes terroristes pourraient y avoir recours.

Le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a rappelé lors de la cérémonie que son pays était engagé à participer à la création d'un monde à l'abri des menaces, donc débarrassé des menaces potentielles.

@republicoftogo.com

EDUCATION/CEDEAO : LES MINISTRES EN CHARGE DE L'ÉDUCATION DE LA CEDEAO SOLLICITENT L'APPUI DU CHEF DE L'ÉTAT TOGOLAIS



Au terme d'une réunion organisée à Lomé, les ministres de la CEDEAO en charge de l'Éducation, ont été reçus par le Premier ministre Komi Selom Klassou, le vendredi 29 septembre. Leurs travaux ont porté sur l'harmonisation du système éducatif et la mobilité académique au sein de la Communauté. Les conclusions de leurs échanges ont fait l'objet de discussions avec le Chef du gouvernement togolais.

Voulant faire de l'éducation "la priorité et le moteur de l'émergence et du développement dans les États de la CEDEAO", les ministres de l'Éducation de la Communauté ont sollicité l'aide de Komi Selom Klassou. Le Premier Ministre se fera leur intermédiaire auprès du Chef de l'État, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'États de la CEDEAO, SEM Faure Essozimna Gnassingbé.

Le prochain Sommet de la CEDEAO est en effet l'occasion idéale pour porter les recommandations issues des travaux de Lomé au niveau des Chefs d'État de l'espace communautaire et ainsi solliciter leur appui.

@republicuetogolaise.com

Zozo

AGRICULTURE : UN ATELIER SUR
LE FINANCEMENT RÉUNIT 14 PAYS
AFRICAINS CE LUNDI À LOMÉ



Dans le cadre de son mécanisme de soutien du programme multipartenaire (FMM), la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation, organise en partenariat avec l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), du 02 au 06 octobre à Lomé un atelier régional de formation sur le financement de l'agriculture.

A compter de ce lundi, des participants venus de treize pays à savoir la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Zambie, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, l'Ouganda, le Mozambique, le Bénin, la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Rwanda et le Togo, seront instruits sur divers modules dont l'objectif est de promouvoir le développement des chaînes de valeurs inclusives.

L'enjeu de cet atelier est de mettre en exergue les "lacunes et défis" de la finance agricole sur le continent. Les pistes de solutions via des méthodologies et des systèmes novateurs seront également recherchées à Lomé. "L'approche de financement des chaînes de valeur, les différents modèles commerciaux, l'évaluation du marché financier pour le secteur agricole, l'analyse des tendances récentes du marché dans le domaine de la finance agricole, ainsi que les instruments disponibles pour accéder aux services financiers", constitueront le menu des trois jours de travaux.

@republiquetogolaise.com

SANTÉ : MISSION ACCOMPLIE



La vingtaine de médecins composant la 21e mission médicale chinoise a achevé un séjour de 2 ans au Togo. Ces spécialistes (anesthésistes, orthopédistes, gynécologues, neuro-chirurgiens, acupuncteurs) ont travaillé dans les deux grands hôpitaux du pays, celui de Lomé et de Kara (Nord) et traité des milliers de patients.

La Chine a une longue tradition de coopération médicale avec le Togo. Beijing a d'ailleurs financé la construction du CHU de Kara et a édifié un hôpital à Lomé spécialisé dans le traitement du paludisme.

@republicoftogo.com

ECONOMIE : COMPTES NATIONAUX 2014

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEED) a publié au mois de Juin 2017, le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2014. Intitulé *Comptes nationaux définitifs 2014, cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la huitième de l'exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo indique-t-on à l'INSEED.*

Selon ce rapport, l'activité économique au Togo en 2014 est marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2014 est de 2 259,0 milliards de FCFA contre 2 134,5 milliards de FCFA en 2013, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 1 892,1 milliards de FCFA en augmentation de 5,9% par rapport à son niveau de 2013.

De l'analyse de l'offre, il ressort, à l'instar des années précédentes, que le secteur tertiaire représente en termes réels la plus importante part du PIB en 2014 avec un poids de 47,1%. Il est suivi du secteur primaire (22,2%) et du secteur secondaire (18,1%). "Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation du PIB à hauteur de 39,3% contre 40,1% en 2013. Par ailleurs, le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel en 2014, avec une contribution de 3,2 points sur les 5,9% de croissance obtenue en 2014" affirme l'INSEED.

Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale s'élève à 1 744,2 milliards de FCFA en 2014 contre 1 632,0 milliards de FCFA en 2013 à prix constant base 2007, représentant un accroissement en 2014 de 6,9% contre 5,5% un an plus tôt. La dépense de consommation finale totale représente 92,2% du PIB réel en 2014 contre 91,4% en 2013 et sa contribution à la croissance du PIB est de 6,3 points. Selon l'INSEED, cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 5,0% et celle des administrations publiques de 15,0% en 2014. La FBCF, est passée de 483,5 milliards de FCFA en 2013 à 549,9 milliards de FCFA en 2014 prix constant base 2007, soit une progression de 13,7%, contribuant positivement à la croissance du PIB réel de 3,7 points. Son poids dans le PIB réel passe de 27,1% en 2013 à 29,1% en 2014. S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 422,8 milliards de FCFA en 2013 à - 407,3 milliards de FCFA en 2014, traduisant ainsi une amélioration du déficit extérieur du compte courant.

A en croire l'INSEED, sur le plan national, la demande intérieure connaît une progression notable. En effet, la consommation finale augmente de 6,9% en volume contre 5,8% en 2013. La formation brute du capital fixe (FBCF) augmente de 13,7%. Par ailleurs, l'économie continue de bénéficier de la poursuite des projets d'appui au développement de l'agriculture à travers le Programme national d'investis-



sement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et des projets visant le renforcement des infrastructures socio-économiques. L'agriculture a bénéficié d'une bonne campagne agricole 2014-2015 suite à une meilleure répartition spatio-temporelle de la pluviométrie. Dans les autres secteurs, on note la poursuite des grands travaux de construction (troisième quai, port de transbordement, darse, routes, etc.) et des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires. L'année 2014 est marquée par un nouveau recul de l'inflation qui se situe à 0,2% contre 1,8% en 2013.

Reprise de la croissance dans le secteur primaire

Le secteur primaire comprend les activités liées à la transformation du milieu naturel. Il regroupe l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. Ce secteur regroupe essentiellement les unités de production informelles (99,8% de la valeur ajoutée du secteur en 2014).

L'INSEED indique que la production en valeur du secteur primaire s'accroît de 3,1% en 2014 contre 0,2% en 2013. Sa valeur ajoutée en hausse de 2,3% par rapport à 2013, s'établit à 580,2 milliards de FCFA et représente 25,7% du PIB nominal. En termes réels, elle représente 22,2% du PIB et contribue à la croissance de 1,6% contre -0,8% en 2013.

En 2014, toutes les branches du secteur enregistrent une croissance de leur valeur ajoutée : la valeur ajoutée de la branche "Agriculture vivrière" progresse de 7,7% après le recul de 5,4% en 2013 ; la branche "Culture de produits de rente" enregistre une forte hausse de 23,5% ; la branche "Élevage et chasse", la deuxième plus importante du secteur, augmente de 1,2%.

Ralentissement de l'activité économique dans le secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction. La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 18,1% en 2014 contre 19,0% en 2013. Ce secteur contribue à la création de la richesse nationale pour 342,5 milliards de FCFA à prix constants base 2007, en hausse de 1,0% par rapport à 2013. La contribution du secteur à la croissance du PIB est de 0,2 point contre 2,4 points en 2013. "Cette contre-performance du secteur en 2014 est principalement due à la baisse de la valeur ajoutée de la branche "Construction". Dans cette branche, l'évolution de la valeur ajoutée

(-25,4% en valeurs réelles) n'a pas suivi celle de la production (+30,5% en valeurs réelles)" fait savoir l'INSEED.

En dehors de la branche "Construction", les autres branches enregistrent une croissance de leurs activités en 2014. Les industries manufacturières qui représentent 12,2% du PIB réel en 2014, enregistrent une croissance de 4,8% par rapport à 2013. La performance des industries manufacturières provient de la branche "Industries agroalimentaires" (1,8%) et de celle des "Matériaux de construction" dont la valeur ajoutée progresse de 11,1%, en lien avec la hausse de la production de la branche "Construction". La branche "Electricité, gaz et eau" constitue une des branches dont la contribution a permis d'atténuer la régression du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2014. Avec un poids de 3,5% dans le PIB réel, elle enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 3,7%, essentiellement due à l'extension du réseau électrique.

Pour les industries extractives, rapporte l'INSEED, on note une baisse de la valeur ajoutée nominale de 9,7% par rapport à 2013. Cette baisse provient de l'extraction de phosphate qui, avec un poids de 1,5% dans le PIB nominal, enregistre une diminution de 17,7% de sa valeur ajoutée consécutive à la baisse de la production malgré la hausse des cours mondiaux (+6,1%). Cependant, la valeur ajoutée des autres industries extractives (0,9% dans le PIB nominal) augmente de 8,1%. La branche a bénéficié de la bonne tenue des activités d'extraction de sable, de graviers destinés à la construction et d'autres minerais. En termes réels, l'activité de la branche connaît une hausse de sa valeur ajoutée (8,9%) due à la bonne tenue de toutes ses sous branches. Progression de l'activité du tertiaire suite au regain d'activité dans les "Activités de postes et télécommunications" et les services financiers.

Le secteur tertiaire qui regroupe l'ensemble des activités de services marchands et non marchands, a enregistré une croissance en volume de sa valeur ajoutée de 6,8%.

En 2014, ce secteur demeure la principale composante du PIB réel avec un poids de 47,1%, en hausse, et une contribution à la croissance de 3,2 points affirme-t-on à l'INSEED. Le secteur est essentiellement dominé (en termes de poids relatif dans le PIB réel) par les activités d'administration publique (8,4%), le commerce (7,9%), les activités de "postes et télécommunications" (6,8%), les activités de "Transports, entrepôts, réparation" (6,3%), l'éducation (5,4%), les activités de services immobiliers (5,1%) et les activités financières (5,1%).

Activités de services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2014, augmentent de 10,4% en valeur courante contre 12,8% en 2013. Le poids de ces services dans le PIB réel passe de 14,7% en 2013 à 14,9% en 2014, soit une

hausse de 0,2 point. La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 6,0% (en valeur courante) passant de 164,0 milliards de FCFA en 2013 à 173,9 milliards de FCFA en 2014. Cette performance des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les salaires (environ 14,0%).

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, les entrepôts et réparation, les activités de postes et télécommunications, les activités financières et les autres activités des services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers, les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des activités d'éducation et de santé.

Commerce et Transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 175,0 milliards de FCFA en diminution de 6,9% par rapport à 2013. Son poids dans le PIB nominal est de 7,7%. En termes réels, la branche commerce enregistre une progression de sa VAB de 0,2%. Pour les services de "Transport, entrepôt et réparation", on note un regain d'activité. En effet, on enregistre une hausse de leur VAB en termes réels de 108,0 milliards de FCFA en 2013 à 119,7 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 10,9%. Cette performance est liée aux travaux d'accroissement de la capacité du Port Autonome de Lomé et à la hausse du trafic aéroportuaire.

Activités de services aux entreprises et de Poste et Télécommunications

Les activités de services aux entreprises enregistrent une baisse de leur valeur ajoutée brute de 3,8% et contribuent négativement à la croissance économique (-0,1 point). Cette baisse de la VAB est due aux charges d'exploitation qui ont augmenté plus que proportionnellement à la production. En 2014, la branche "Poste et Télécommunications" avec une part dans le PIB réel de 6,8% a enregistré une hausse de 15,0% de sa VAB. La contribution de la branche à la formation du PIB est de 0,9 point. En valeur, cette branche s'est aussi bien comportée avec une augmentation de sa VAB de 11,7% par rapport à 2013 et un poids dans le PIB nominal de 6,1%.

Activités financières

Les activités financières représentent 5,1% du PIB réel en 2014. Leur valeur ajoutée brute passe de 72,6 milliards de FCFA en 2013 à 96,7 milliards de FCFA en 2014, entraînant une évolution de 33,2%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de 1,4 point. L'évolution à la hausse de l'activité des institutions financières résulte de la baisse du taux des crédits à la clientèle (de 15,8% à 11,5%) qui occasionne une demande plus accrue des crédits (22,0%) et par conséquent une augmentation des intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle de 9,2% 4.



TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QUE SON RESEAU INTERNET FIXE EST DISPONIBLE A LOME ET DANS LES LOCALITES ET VILLES SUIVANTES : CINKASSE, DAPAONG, MANGO, PYA, KARA, AWANDJELO, NIAMTOUGOU, BASSAR, SOKODE, BLITTA-GARE, BLITTA-CARREFOUR, KPALIME, ADETA, AGOU, ATAKPAME, BADOU, ANIE, NOTSE, TOHOUN, ELAVAGNON, TSEVIE, TABLIGBO ET ANEHO. POUR PLUS D'INFOS, APPELEZ LE 119 OU LE 22 22 01 19.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

www.lemedium.info

Tous à l'école
le prêt pour payer l'école de vos enfants

BOA accompagne la scolarité de vos enfants

En partenariat avec la FONDATION BOA

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

Baisse de la TVA
sur les produits de première nécessité

~~18%~~ **10%**

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Les pagnes **WINA WAX** sont en vente à
A côté de Togocel à Adéwui - Tél : 90 19 50 80

Nuptia
Evénement - eil

Pour tout besoin de wax pour vos événements
(mariage, baptême, anniversaire,
fête du personnel, cadeaux d'affaires ...)
une seule adresse : **WINA WAX**

WINA WAX
GLORY OF GOD sarl

10 avenue de la libération - Lomé (TOGO)
Face distributeurs automatiques ECOBANK Grand Marché

(+228) 22 20 18 16 / 96 69 00 00

f wina wax wina wax wina wax wina wax
winawax@gmail.com

CORIS EPARGNE **LEADER**

Choisissez l'épargne qui
vous rapporte

4,75%



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



CONFERENCE PUBLIQUE SUR LA RSE

Thème:

«**La Responsabilité Sociétale des Entreprises
pour une meilleure compétitivité**»

Date: 03 octobre 2017
Heure: 08h 30
Lieu: Salle de délibération - CCIT

Pour plus d'informations
+ 228 - 2225 7702 / 22 23 29 00
contact@updateconcept.net
s.amessiemenou@ccit.tg